

## Le Premier ministre israélien visé par la Cour Pénale Internationale (CPI)

Les Etats signataires sont donc, **en théorie**, tenus d'arrêter Benyamin Nétanyahou s'il décidait de se rendre sur leur territoire, tout comme son ancien ministre de la Défense, Yoav Gallant.

Le Canada s'y est engagé. *"On suivra toujours les décisions et les règlements de ces instances"*, a promis son Premier ministre, Justin Trudeau .

L'Union européenne est sur la même ligne : les mandats d'arrêt doivent être *"respectés et appliqués"*, a déclaré le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. L'Italie a déjà fait savoir qu'elle serait dans *"l'obligation d'arrêter"* Benyamin Nétanyahou. Berlin, de son côté, *"examine"* ce que l'émission de ces mandats d'arrêt *"signifie pour l'application en Allemagne"*.

Et si Benyamin Nétanyahou venait en France ? Ni Emmanuel Macron ni Michel Barnier n'ont réagi vendredi matin. Questionné jeudi, le porte-parole de la diplomatie française, Christophe Lemoine, embarrassé : *"Il s'agit d'une question juridiquement complexe (...) qui nécessite beaucoup de précautions"*, a-t-il répondu , [mise en ligne sur YouTube\(Nouvelle fenêtre\)](#).

Avant d'ajouter que *"sur ce dossier, comme sur tous les autres, nous suivons l'action du procureur de la Cour qui agit en toute indépendance. (...) Notre réaction sera en ligne avec ses principes."* *"La France prend **acte de cette décision**"*, a confirmé le ministère des Affaires étrangères . *"Fidèle à son engagement de longue date en soutien à la justice internationale, elle rappelle son attachement au travail indépendant de la Cour, conformément au Statut de Rome."*

Le Premier ministre israélien peut, en revanche, se rendre sans crainte en Hongrie. Le Premier ministre Viktor Orbán, qui occupe actuellement la présidence tournante du Conseil de l'UE, le "convie" à venir .

Benjamin Nétanyahou est aussi le bienvenu sur le sol américain. Les Etats-Unis, alliés de l'Etat hébreu, **n'ont pas ratifié le statut de Rome**. "**Quoi que puisse sous-entendre la CPI, il n'y a pas d'équivalence, aucune, entre Israël et le Hamas**", [a commenté Joe Biden](#), qui juge "scandaleux" les mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale. Donald Trump, qui lui succédera en janvier à la Maison Blanche, n'a jamais caché qu'il s'opposerait aux poursuites de la juridiction internationale contre des responsables israéliens. **L'Etat hébreu, d'ailleurs, n'a pas non plus ratifié le statut de Rome : le pays n'est donc pas tenu de coopérer avec la Cour en arrêtant son propre Premier ministre.**

L'obstacle est aussi matériel. La CPI, qui ne possède pas sa propre force de police, ne peut pas procéder elle-même à une arrestation. L'exécution des mandats "*dépend de la coopération internationale*" . Si les autorités des Etats parties du statut de Rome n'agissent pas, que ce soit dans la collecte des preuves ou dans la remise des personnes suspectées, la cour ne peut donc rien faire et **ses décisions restent lettre morte.**

source : JP D.